



HAL
open science

Luttes contre la précarité et politiques de sécurité en banlieue rouge. Regards contrastés du PCF sur des jeunesses en difficulté

Maelle Moalic-Minnaert

► **To cite this version:**

Maelle Moalic-Minnaert. Luttes contre la précarité et politiques de sécurité en banlieue rouge. Regards contrastés du PCF sur des jeunesses en difficulté. Sylvie Ollitrault; Gilles Richard. Les années Mitterrand, 1984-1988. L'alternance et la première cohabitation vues des régions, Presses universitaires de Rennes, pp.207-219, 2018, Histoire, 978-2-7535-8870-7. 10.4000/books.pur.165377 . hal-03389539

HAL Id: hal-03389539

<https://hal.science/hal-03389539>

Submitted on 24 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Luttes contre la précarité et politiques de sécurité en banlieue rouge

Regards contrastés du PCF sur des jeunes en difficulté

Maëlle Moalic-Minnaert

La place octroyée à la jeunesse par le PCF a fait l'objet de quelques études parmi lesquelles celle de L. Bantigny. Celle-ci analyse la place laissée à la jeunesse dans les années 1970.¹ Dans les discours et la pratique militante du Parti Communiste, les jeunes sont posés en « *victimes toute désignées du système capitaliste [...] Ils sont les premiers exposés au chômage, leurs droits politiques sont bafoués* ». Ce statut de victime reconnu à la jeunesse ne conduit pas le Parti Communiste des années 1970 à « flatter » les jeunes générations comme cela peut être le cas dans les organisations gauchistes. Insistant sur les frontières sociales qui traversent cette jeunesse, les communistes se refusent à en faire un groupe social à part entière. Conscients du caractère de force combative décisive de la jeunesse, le PCF l'érige néanmoins en « objet de campagne » dans la période post 1968.

Le début du premier septennat de F. Mitterrand porte l'attention des champs médiatiques et politiques sur la jeunesse des grands ensembles. Tout en insistant sur le statut de victime de cette jeunesse, le PCF condamne fermement, les violences urbaines. Venu voir les jeunes du quartier des Minguettes, le secrétaire national du PCF G. Marchais déclare : « *Les patrons aiment les jeunes couchés et ils aiment bien les loubards ; les uns et les autres laissent le champ libre pour opprimer.* »². La reprise en main du mouvement par le Parti Socialiste à travers le mouvement SOS Racisme ne favorise pas une convergence des vues du PS et du PCF. Les communistes voient d'un mauvais œil la Marche soutenue par le Parti Socialiste, avec lequel ils sont en concurrence tant au niveau national que dans les espaces locaux ce qui explique en grande partie leur réticence à s'engager dans le mouvement. Le PCF se montre en revanche coopératif dans l'élaboration d'un état des lieux de la situation dans les grands ensembles au niveau local et la mise en œuvre de propositions. Les maires PCF participent ainsi à la commission des maires qui élabore le célèbre « rapport Bonnemaïson » en 1982. L. Bayeurte maire communiste de Fontenay-sous-bois dans le Val-de-Marne se porte volontaire pour des actions pilotes dans sa ville en matière de police, de justice et d'action sociale en direction de la jeunesse des grands ensembles³.

Cette pluralité de regards portés par le PCF sur la jeunesse des années 1970 et du début des années 1980 convainc de l'intérêt d'approfondir la réflexion sur les liens entre le PCF et la jeunesse à travers une étude des discours et des pratiques politiques du PCF dans sa direction. Il s'agit d'approfondir la réflexion sur les représentations de la jeunesse au sein du PCF en déplaçant le regard sur la période postérieure, les années 1984-1988, durant lesquelles l'organisation communiste se voit déliée de toute allégeance au PS. Comment sa vision de la jeunesse se distingue-t-elle alors de celle du PS et plus généralement des représentations dominantes dans les champs politiques, médiatiques voire scientifiques ?

Raisonnement à l'échelle municipale, semble, pertinent dans le cadre d'une étude des discours et pratiques en direction de la jeunesse. En effet, les efforts de l'État sont alors portés sur la résorption de la violence et sur l'insertion professionnelle des jeunes et non sur une politique globale de la jeunesse, laquelle est laissée à l'initiative des municipalités. L'espace municipal est donc à la fois le territoire où se déploient les politiques nationales en matière d'insertion de la jeunesse-faisant des maires les témoins des insuffisances de celles-ci - et l'espace dans lequel celles-ci sont complétées par les

1 Bantigny L., « Une jeunesse rédemptrice. Interprétations et usages politiques de la contestation (autour de mai-juin 1968), Histoire@Politique 2008/1, n° 4

2 *L'Humanité*, 20 novembre 1981

3 Moalic-Minnaert, M., La révolte de la jeunesse des grands ensembles au cœur des débats politiques : de l'offensive des droites à la conversion de la majorité "socialo-communiste" aux idées sécuritaires (juin 1981-juillet 1984), mémoire de quatrième année sous la direction de G. Richard. IEP de Rennes, 2009.

politiques municipales de la jeunesse. P. Loncle écrit que les communes sont « *les véritables creusets de l'intervention publique en matière de jeunesse* »⁴

Il s'agit de resserrer la focale sur la banlieue rouge val-de-marnaise et plus spécifiquement sur la commune de Villejuif. Ville communiste depuis 1925, elle est dirigée en 1984-1988 par le maire P.Y Cosnier depuis 1977 qui succède alors à Louis Dolly. Si le PCF développe au niveau national une ligne de conduite sur la question de la jeunesse, une perspective socio-historique⁵ amène à postuler de multiples déclinaisons de celles-ci selon les réalités locales. Qu'en est-il quand le PCF se trouve aux commandes de la commune ?

En raison de l'étroitesse des relations existant alors entre la majorité municipale et la section villejuifoise du PCF, il semble pertinent de se pencher sur l'action et les discours de ces deux entités pour mieux comprendre les représentations dominantes et secondaires de la jeunesse produites dans l'espace communiste villejuifois. Le choix a donc été fait d'explorer tant des documents émanant de la municipalité communiste de Villejuif que les documents émanant de la fédération PCF du Val de Marne, de la section et des cellules de Villejuif. Le travail sur l'hebdomadaire communiste *Nouvelles val de Marne* et sur les tracts de la section PCF de Villejuif a donc été complété par l'étude de la revue des élus municipaux PCF de Villejuif : *Union élu*. Notre analyse prend également en considération, les témoignages d'habitants, de militants et d'élus communistes de la ville de Villejuif. Enfin, l'ouvrage de J. Darmont-Gelly publié en 1988 qui recense de nombreux témoignages d'habitants et d'élus municipaux villejuifois a constitué une source complémentaire intéressante.

L'exploration amène à parler d'une ambivalence dans l'appréhension de la jeunesse. Idéalisée et accompagnée par le PCF quand elle se mobilise notamment contre le chômage et la précarité de l'emploi, la jeunesse est également l'objet de stigmatisation et de rejet de la part des communistes quand elle se fait l'auteur de faits de délinquance. Les jeunes des HLM et les jeunes chômeurs en lutte semblent les deux figures phares des discours et pratiques des communistes villejuifois des années 1984 à 1988. Après avoir exploré la figure du jeune délinquant villejuifois véhiculée par le PCF dans un contexte national de forte stigmatisation médiatique et politique de la jeunesse auteure de violences urbaines, il s'agira ensuite de porter l'attention sur la figure du jeune mobilisé construite par le PCF villejuifois et érigée en potentiel « sujet historique » de la lutte que le PCF entend mener contre les gouvernements en place. Enfin, il conviendra d'aller au delà de cette prise en compte conjoncturelle de certains segments de la jeunesse pour se pencher plus globalement sur la place laissée à la jeunesse dans les projets municipaux.

1. Une jeunesse à contrôler

Le Val-de-Marne connaît depuis la fin des années 1970 des phénomènes de violence et d'insécurité largement dénoncés par la droite à l'occasion des élections municipales de 1983. Les jeunes habitants des grands ensembles constituent la principale cible de ces accusateurs. Sur le territoire villejuifois, des témoignages récoltés entre 1985 et 1988 évoquent des agressions le soir. « *Même les mômes de 12-13 ans s'y mettent* »⁶ témoigne une habitante. On rapporte des vols d'argent par des bandes de jeunes, des regroupements nocturnes et une multitude de petites incivilités : ces jeunes sonnent aux portes, frappent aux volets dans la cité des Lozait, mais aussi dans la cité Robert Lebon,

4 Loncle P., « Évolutions des politiques locales de jeunesse. », *Agora débats/jeunesses* 1/2007 (N° 43) , p. 12-28

5 Il s'agit de s'inscrire ici dans la perspective proposée par J. Mischi : « *Contre la réification des entités dotant les courants politiques comme le communisme, d'une personnalité collective, la socio-histoire invite par une attitude compréhensive à spécifier les différents sens que prend un label politique en fonction de ses usages et des contextes socio-historiques.* Cf. Mischi, J., "Sociogénèse du déclin du PCF" in Buton, F., Mariot, N., *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009.

6 Entretien avec Nathalie, habitante villejuifoise cité in Darmont-Gelly, J., *Villejuif avec toute mon affection*, Messidor, Paris, 1989, p. 58

la cité Delaune ou la cité du 8 mai.⁷ Les structures municipales sont également l'objet de nombreux actes de délinquances. La maison de la jeunesse et de la culture Gérard Philipe est l'objet de nombreux vols sur la période 1981-1987. Un magnétoscope est volé à la maison pour tous Jules Vallès en 1984. Un début d'incendie est contrôlé à la maison pour tous Alexandre Dumas en 1986.⁸

1.1. La jeunesse coupable : représentations et revendications conformistes

Les communistes villejuifois dénoncent précocement les périls liés au phénomène d'insécurité. La question de la sécurité des biens et des personnes est abordée en conseil municipal en 1978 et est suivie de plusieurs initiatives dont une manifestation sur le mot d'ordre « ici nous voulons un commissariat ».⁹ L'État considérant que le taux de criminalité est moins élevé à Villejuif qu'ailleurs, cette exigence reste lettre morte. La question de l'insécurité demeure néanmoins présente dans les discours de la municipalité comme dans les publications militantes. On en trouve ainsi des traces dans le bulletin de la section du PCF :

« Ces derniers temps la tranquillité des habitants de la cité Robert Lebon a souvent été remise en cause par les agissements d'une minorité d'individus. La cité Robert Lebon n'est pas un cas. Ces mêmes agissements ont lieu dans d'autres groupes d'habitations. Et si les causes de l'insécurité riment avec chômage, misère matérielle et morales, il n'en reste pas moins que ces actes sont inexcusables. »¹⁰

Notre enquête de terrain donne à voir combien les communistes sont alors largement implantés dans les grands ensembles tels que les cités Robert-Lebon, Lamartine ou les Lozaites.¹¹ Si les communistes villejuifois connaissent bien les violences et les dénoncent c'est qu'ils en subissent eux-même les conséquences en tant qu'habitants des grands ensembles de la commune. On note néanmoins une réticence initiale à faire le lien entre insécurité et jeunesse : l'insécurité demeure longtemps dans les discours des élus communistes un phénomène désincarné. On note ici le souci de la municipalité de ne pas stigmatiser une frange de ses administrés et de se distinguer des représentations véhiculées par les droites. La montée en puissance de la thématique d'insécurité sur le territoire de la commune va néanmoins changer la donne. Les années 1984 à 1986 voient se développer un discours communiste villejuifois sur la jeunesse délinquante et la recherche de solutions semble s'imposer aux élus. La délinquance est dès lors explicitement liée à la jeunesse dans les représentations communistes. Interrogés sur les incivilités les élus évoquent alors spontanément « *les jeunes* »¹². Interpellée par les habitants sur la délinquance au sein de la cité Jacques Duclos en 1985, la municipalité fait une tentative de réunion jeunes-adultes¹³. La responsabilité de la délinquance est attribuée à des adolescents et des jeunes adultes. On trouve ici divers indices d'une vision générationnelle du phénomène. En revanche, dans un contexte de stigmatisation des jeunes de la « deuxième génération » orchestrée par les médias, les droites et les extrême-droites, on peut relever le souci des communistes villejuifois de ne pas ethniciser la question de la délinquance. A la différence de ce qui a pu être relevé dans les discours ou

7 Entretien avec Belkacem, Carlos et Belaid, jeunes villejuifois, cité in Darmont-Gelly, J., op. Cit. p. 65.

8 Récépissés de déclaration de vol au commissariat de police. 10W 31, 10W 34, 10W 144. Archives municipales de Villejuif.

9 Samarbakhsh-Liberge, L., *J'aurais tellement de choses à vous dire*, Pierre-Yves Cosnier, un cœur battant, Paris, PCF, 2010, p. 67

10 Villejuif Union, avril 1982. Archives Départementales du Val de Marne (ADVM), Fonds de la fédération du PCF.

11 Entretiens avec Marie Cor, Jean Marpa, Thomas Dupuy, Madeleine Tacchini, (Les noms ont été changés) militants communistes présents dans les années 1980, entretiens réalisés en 2012-2013 dans le cadre de notre travail doctoral portant sur les relations entre les gauches de la gauches et les classes populaires dans les années 2010.

12 Entretien avec J.P. Coulaudon, adjoint au maire P.Y Cosnier cité in Darmont-Gelly, J., *Villejuif avec toute mon affection*, Messidor, Paris, 1989, p.59

13 Ibid.

les pratiques d'élus communistes ailleurs¹⁴, nulle mention de l'origine ethnique des auteurs de violences urbaines n'est perceptible dans les écrits ou les discours des communistes villejuifois disponibles. Le PCF se distingue en cela des interprétations de la délinquance des droites villejuifois.

Si les communistes villejuifois résistent à une ethnicisation ambiante des représentations de la délinquance juvénile, leurs « pronostics »¹⁵ sécuritaires sont en revanche assez conformes à ceux promus par les droites locales. La prise en considération de l'ampleur du phénomène se traduit par l'adhésion à des campagnes sécuritaires. Les communistes villejuifois sont pleinement investis dans les campagnes exigeant davantage de moyens policiers pour la commune. Initiés dans les quartiers, des collectifs d'habitants réclament la sécurisation de leurs espaces de vie. Ainsi dans le quartier R. Lebon-Lamartine la mobilisation rassemble des militants associatifs, les paroissiens de l'Église Sainte-Colombe et les militants communistes.¹⁶ La municipalité se montrent tout à fait prompts à soutenir ces revendications Le maire P. Y Cosnier déclare :

« Je me félicite que les habitants comme à la cité Delaune se rassemblent pour avoir demain deux îlotiers dans le quartier. Là comme toujours il est fait appel à la population pour exiger de véritables mesures de sécurité [...] »¹⁷

Si durant les années 1978-1984 la municipalité accompagne ce mouvement citoyen exigeant la sécurisation de leurs quartiers, la municipalité est ensuite véritablement à l'initiative des actions de revendications de moyens en matière de sécurité. La lecture du bulletin municipal montre bien l'implication directe de la municipalité :

« Samedi 1^{er} décembre 1984, une foule nombreuse était réunie à l'appel de P. Y Cosnier dans les locaux de l'ancienne caserne de pompiers. Agir pour l'installation d'un commissariat à Villejuif était le but de ce rassemblement qui a marqué un point important dans cette bataille [...]. Les élus communistes et apparentés sans jouer les apprentis sorciers en ont fait un de leurs soucis majeurs. »¹⁸

On distingue ici le choix des élus communistes de jouer sur des divisions internes aux classes populaires pour consolider leur légitimité locale. Doit-on néanmoins analyser ce soutien des communistes aux exigences sécuritaires comme la preuve d'une représentation de la jeunesse des logements sociaux comme des délinquants ?

14 Nous pensons ici aux déclarations de A. Gérin qui voit dans les émeutes de la banlieue lyonnaise la conséquence de la cohabitation malheureuse entre français et immigrés. Cf. interview d'André Gérin Août 2008, cité in Panassier, C., *Les Minguettes, un marqueur national de la politique de la Ville : retour sur les années 1980 et zoom sur la Marche pour l'égalité*, Millénaire3, le centre ressource, prospective du grand Lyon, Décembre 2008, p.14

La décision de P. Mercieca - soutenue par Georges Marchais- de faire détruire un foyer Sonacotra à Vitry commune voisine de Villejuif donne également à voir une certaine stigmatisation des populations immigrées ou d'origine immigrée. Cf. *L'Humanité*, 6 janvier 1981

15 Par « pronostic », nous entendons le travail partisan de « formulation d'une solution possible et son articulation sur la situation problématique, ainsi que les stratégies d'action qui vont en découler ». Cf. Snow, D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2001, pp.27-51.

16 Samarbakhsh-Liberge, L. *J'aurais tellement de choses à vous dire, Pierre-Yves Cosnier, un cœur battant*, Paris, PCF, 2010, p. 67

17 Pierre-Yves Cosnier cité in Darmon-Gelly, J., op.cit. p.59

18 Villejuif Union, janvier 1985. n°81. Fonds de la fédération PCF du Val de Marne. ADVMM

1.2. Nuances et revirements du PCF

L'exigence de l'installation d'un commissariat et de la présence d'îlotiers témoigne autant de la prise en compte d'une représentation des villejuifois comme d'un peuple apeuré que d'une croyance dans le caractère délinquant de la jeunesse villejuifoise. Ceci est perceptible dans les déclarations de Pierre-Yves Cosnier :

« Un commissariat pourquoi faire ? Nous n'avons pas besoin d'une police dont l'action serait la chasse aux jeunes et la répression des travailleurs en lutte. Nous avons besoin d'une police au service de la population pour la protéger et protéger ses biens. ; une police dans les quartiers qui ait une action de prévention et de dissuasion de la délinquance. »¹⁹

Si l'exigence d'un commissariat est similaire à celle que l'on retrouve dans nombre de communes dans lesquelles les maires entendent devenir des garants de l'ordre public, le sens donné à cette demande et les attentes sont différentes. La mise à l'agenda de la question de l'insécurité liée à une jeunesse turbulente semble essentiellement liée aux attentes des citoyens lesquels surestiment les pouvoirs du maire en matière de sécurité conformément à ce qu'identifie Jean de Savigny dès les années 1970.²⁰ P. Y. Cosnier semble néanmoins se conformer aux attentes des citoyens de la commune en exigeant des moyens supplémentaires en matière de sécurité publique. Cette mobilisation des années 1985-1986 aboutira à la pose de la première pierre du commissariat de Villejuif le 9 avril 1988.

Si le soutien à un projet d'un commissariat villejuifois est soutenu en continu sur la période 1984-1988 par les élus de la municipalité communiste pour contrer l'agitation d'une certaine frange de la jeunesse, les actions policières sont également dénoncées sur la période 1986-1988. Les années 1986-1988 sont pour les communistes val-de-marnais celles d'une remise en cause de la stigmatisation médiatique, politique et surtout policière de la jeunesse. L'arrivée de la droite au gouvernement en 1986 amène le PCF local à se distinguer toujours plus d'une représentation délinquante de la jeunesse. La présence de la police suscite ponctuellement le rejet, notamment de la part des populations jeunes, lequel est appuyé par les communistes villejuifois. La dénonciation de la « pasquamania » fait partie des leitmotiv de la propagande communiste durant la période 1986-1988. Alors qu'un jeune fontenaysien meurt sous les balles d'un policier en septembre 1986, la presse communiste locale dénonce une politique répressive et un racisme anti-jeune :

« Après le drame de Fontenay-sous-bois, légitime colère. Émotion et colère dans la population après la mort d'un jeune motard. La politique répressive de Chirac, Pasqua, Pandraud a armé les bras du policier. »²¹

« Pasquamania non merci.

Des milliers de jeunes ont manifesté contre le racisme anti-jeune. »²²

Ces écrits témoignent de la non-adhésion du PCF à une vision délinquante de la jeunesse villejuifoise. On note une certaine euphémisation de la violence des jeunes, la violence étant souvent assimilée à des enfantillages. Quelque peu turbulente, la jeunesse villejuifoise se doit d'être canalisée mais également d'être aidée. La représentation d'une jeunesse délinquante est indissociable de l'image d'une jeunesse en

19 Pierre-Yves Cosnier, maire de Villejuif cité in Darмонт-Gelly, J., op.cit. p.59

20 de Savigny, J., *L'État contre les communes*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 86. cité in Le Goff T., « L'insécurité « saisie » par les maires. Un enjeu de politiques municipales. », *Revue française de science politique* 3/2005 (Vol. 55), p. 415-444

21 *Nouvelles Val de Marne* 8 août 1986. n°187, 130J 133 Fonds de la fédération du PCF, ADVDM

22 *Nouvelles Val de Marne* 12 septembre 1986, n°192, 130J 133 Fonds de la fédération du PCF, ADVDM

difficulté qui prédomine dans les discours et les pratiques des communistes de Villejuif. Parfois coupables, les jeunes des années d'alternance sont, comme la jeunesse des années 1970²³, victimes du système capitaliste et des mesures gouvernementales. Une publication de la municipalité communiste rappelle ainsi : « La pauvreté s'installe dans les foyers. Ce ne sont pas là les conditions pour faire régresser la délinquance. »²⁴

La délinquance est en partie analysée comme le résultat de l'insécurité sociale dont sont particulièrement victimes les jeunes générations populaires. Il convient de se pencher ici sur le regard porté par les communistes villejuifois sur les jeunes exclus du monde du travail.

2. Des jeunes en difficulté à mobiliser

Face à cette jeunesse en difficulté et conformément aux représentations dominantes de la classe ouvrière²⁵ les discours et les pratiques de la municipalité oscillent entre misérabilisme et mobilisation.

Les jeunes chômeurs et les jeunes précaires occupent une place de choix dans les lectures communistes de la crise données à voir durant les années d'alternance. Le PCF villejuifois n'en finit pas de comptabiliser les jeunes chômeurs de la commune. Le chiffre de « 1000 jeunes chômeurs » est régulièrement rappelé dans la presse de la majorité municipale et dans les déclarations du maire P.Y. Cosnier. : « Mille [jeunes] sont sans emploi et des centaines d'autres sont en situation de précarité et ce n'est pas spécifique à Villejuif qui a même un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale (8% à Villejuif, 10% en France.). C'est tout à fait dramatique ! »²⁶. Ces chiffres annoncés sonnent comme ceux d'un lourd bilan. Et ceux qui sont comptabilisés sont bien des victimes. Les Nouvelles Val de Marne dénoncent :

« Dans le département 52000 chômeurs, 20000 ne sont pas indemnisés, un quart ont moins de 25 ans. Comment s'étonner que la misère grandisse qu'on ne mange pas à sa faim, que la viande disparaisse des tables des familles en difficulté, que les saisies, les expulsions se multiplient, que des enfants victimes de graves carences aient des troubles de vue, que des cas de rachitisme apparaissent dans les PMI. »²⁷

Le PCF diffuse des clichés stéréotypés sur les chômeurs dépossédés. Les jeunes chômeurs sont bien souvent les socles de la communication du PCF villejuifois sur la misère des chômeurs ou des précaires. Il convient d'inscrire cette représentation misérabiliste des jeunes chômeurs dans un cadre discursif plus large sur l'appauvrissement des travailleurs. J. Mischi analyse le misérabilisme des discours PCF des années 1980 qui « diffuse une image archaïque de la misère des travailleurs »²⁸. La municipalité multiplie les actions d'aide aux jeunes chômeurs notamment par le biais d'actions caritatives mais aussi par l'adoption de mesures de nature à favoriser l'autonomie et l'insertion des jeunes.

Aider les jeunes à lutter constitue l'une des premières missions que se donne le PCF villejuifois à l'égard d'une jeunesse toujours plus en difficulté. La lutte contre le chômage des jeunes et plus spécifiquement contre les *Travaux d'Utilité Collective* (TUC)-ce dispositif créé par le gouvernement de

23 Bantigny L. , art. cit.

24 Union *élu*. Journal des élus communistes et apparentés de Villejuif, décembre 1984. Archives départementales du Val de Marne, Fonds de la fédération du PCF. Archives de tracts de la section PCF de Villejuif.

25 Grignon, C., Passeron, J.C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989

26 P.Y. Cosnier cité in Darmont-Gelly, J., op.cit., p.153

27 *Nouvelles Val de Marne 1^{er} janvier 1988, n°260*. 130J 185. Fonds de la fédération du PCF. ADVVM,

28 Mischi, J., *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014 p. 76-77

L. Fabius en 1984 -occupe l'essentiel des actions des communistes villejuifois à l'égard de la jeunesse précaire des années d'alternance. À en croire la presse communiste, les actions des jeunes chômeurs et des jeunes bénéficiant d'un travail d'utilité collective-les TUC, sont largement diligentées par le Parti Communiste, le Mouvement des Jeunes Communistes et plus particulièrement par la municipalité communiste villejuifoise. À propos de mobilisations des jeunes chômeurs et ou bénéficiaires de TUC, la presse locale communiste déclare :

« Les missions locales ne seront pas des fabriques de tucards. Tout était prévu sauf que les principaux intéressés, jeunes chômeurs tucards, viennent à l'initiative de la Jeunesse Communiste donner leur avis »²⁹

« Avec le maire, les jeunes chômeurs ripostent. »³⁰

Si le rôle central des communistes est rappelé, ces récits de lutte tendent aussi à sortir les jeunes exclus de leur condition d'assisté. S'il est misérable, le jeune chômeur est aussi organisé et « en colère ». Ce n'est pas seulement le jeune chômeur comme cas individuel mais les chômeurs comme collectif organisé que le PCF donne à voir dans une période où les luttes des jeunes chômeurs cantonnées aux espaces locaux sont ignorées des médias. En faisant le récit des actions des jeunes chômeurs, les publications communistes val de marnaises et villejuifaises sortent symboliquement les jeunes chômeurs de l'isolement et de l'apathie dans lesquelles la vision dominante tend à les enfermer. Les jeunes exclus, dépeints dramatiquement, se trouvent alors mués en un collectif conscient et organisé. La place centrale donnée aux jeunes « tucistes » en lutte dans les discours et l'action de la municipalité villejuifoise doit être mise en regard d'une valorisation plus globale des jeunes en lutte. Ce ne sont pas seulement les luttes de la jeunesse laborieuse mais aussi celles la jeunesse scolarisée qui se trouvent au centre des préoccupations communistes. La municipalité soutient largement le mouvement étudiant et lycéen contre la loi Devaquet en 1986. Les Nouvelles Val de Marne publient un numéro spécial le 5 décembre 1986. A cette occasion, Pierre-Yves Cosnier s'illustre dialoguant avec les lycéens du lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre.³¹

Loin de l'image alors dominante d'une jeunesse apathique, les communistes villejuifois donnent à voir une jeunesse encline à la mobilisation. Quelque peu dénigrée dans les années 1968, la jeunesse mobilisée des années 1984-1988 n'est pas seulement encouragée, elle est aussi largement « flattée » dans les discours communistes des années 1984-1986. En donnant à voir la jeunesse travailleuse et scolarisée mobilisée, et en s'illustrant à ses côtés, les élus communistes s'emploient à délégitimer la politique gouvernementale et à légitimer leur assise locale. Dans une période de désindustrialisation et de moindre combativité de la classe ouvrière, la mobilisation de la jeunesse constitue pour les communistes villejuifois une manière de donner à voir leur insatisfaction face aux politiques des socialistes puis de la droite au pouvoir. Dans les discours communistes villejuifois, la jeunesse devient, si ce n'est le nouveau « sujet historique », au moins un élément clé de l'opposition aux gouvernements. A rebours des analyses qui décrivent la distanciation des gauches et des jeunes générations des classes populaires³², notre étude montre la valorisation de cette jeunesse, le travail politique du PCF dans cette direction et les réussites relatives de celui-ci.

29 *Nouvelles Val de Marne*, 5 juillet 1985, n°130, 130J 182. Fonds de la fédération du PCF, ADVM

30 *Nouvelles Val de Marne*, 1er mars 1985, n°112, 130J 182. Fonds de la fédération du PCF, ADVM

31 *Nouvelles Val de Marne*, 5 décembre 1986, n°204, 130J 183. Fonds de la fédération du PCF, ADVM

32 Masclat., O., *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez vous manqué*, Paris, La dispute, 2003

3. Une jeunesse encadrée et choyée

Ces focalisations sur l'appréhension des jeunes agités des grands ensembles et sur les jeunes chômeurs de la commune peuvent être prolongées par une réflexion plus générale sur les politiques de jeunesse mises en œuvre par la municipalité au delà des volets insertion et dissuasion policière de la délinquance. La municipalité ne développe pas uniquement des discours et des pratiques en direction des jeunes qui posent problème mais plus généralement en direction d'une jeunesse villejuifoise diversifiée.

Le communisme municipal se distingue historiquement par le « *modèle social de la colonie de vacances et des structures d'encadrement de la jeunesse et d'éducation populaire* ». ³³ La commune de villejuif ne fait pas exception. Les jeunes villejuifois séjournent durant les années 1960 et 1970 dans les colonies de Saint-Hilaire-en-Riez et de Griselles, une « fête de la jeunesse » est organisée par les sections villejuifois des Jeunesses Communistes de France dès 1958 ³⁴ et une « maison des jeunes et de la culture Gérard Philipe » ouvre ses portes rue Youri Gagarine (anciennement rue de la croix rouge) en 1970. ³⁵ Il s'agit donc de porter le regard sur les prolongements, au cœur des années 1980, de cette politique de jeunesse. Le soutien aux luttes des jeunes villejuifois semble effectivement se doubler d'une aide plus quotidienne et moins ciblée de la municipalité communiste qui vise à asseoir son assise politique et à fidéliser la jeunesse. J.P. Coulaudon, adjoint au maire exprime cet intérêt porté à la jeunesse pensée au plurielle ce qui n'est pas sans remettre en cause une grille de lecture classiste du monde social :

« Bien sûr les aspirations sont diverses selon que nous nous adressons à des étudiants à des travailleurs, à des chômeurs, à des jeunes des HLM ou des quartiers pavillonnaires mais nous nous occupons de tous. » ³⁶

Parmi les décisions prises par la municipalité communiste en faveur de la jeunesse, on peut relever le vote en conseil municipal de la réservation de 25 % des logements sociaux pour les jeunes de la commune. ³⁷ Le service municipal de la jeunesse de Villejuif se donne à voir comme un service de proximité. À la rentrée 1988, une campagne « *lycéens sans bahut* » est mise en œuvre : les jeunes sans affectation sont pris en charge par la municipalité qui leur trouve des places dans des établissements scolaires à proximité. ³⁸

Si le service municipal de jeunesse prend en charge la gestion des problèmes, il s'agit aussi d'une organisation tournée vers le bien-être de la jeunesse. La culture et le loisir sont au cœur des politiques de jeunesse de la ville de Villejuif. Interrogé sur les villejuifois, P.Y. Cosnier met en avant les jeunes générations de la commune en insistant sur leur encadrement au sein des structures municipales :

« La jeunesse, trois mille jeunes font du sport à Villejuif ; 1200 font de la musique, de la danse, du théâtre, de la peinture ou de la sculpture dans nos équipements, c'est bien » ³⁹

Les jeunes villejuifois bénéficient de tarifs préférentiels pour accéder au théâtre municipal et la municipalité envisage en 1988 de créer des salles de répétition pour les jeunes. Des initiatives festives

33 Mischi J., Bellanger, E., Retour sur le « communisme municipal », La revue du projet n°29 , février 2014

34 Programmes de la fête. 6Z 7. Archives municipales de Villejuif,

35 Inauguration du 6 juin 1970, programme. 7Z 20. Archives municipales de Villejuif.

36 Jean-Pierre Coulaudon, adjoint au maire de Villejuif, cité in Darmont-Gelly, J., p.59

37 Darmont-Gelly, J., p. 59

38 Darmont-Gelly, J., p. 61

39 P.Y., Cosnier, maire de Villejuif, cité in Darmont-Gelly, J., p.153

dont la jeunesse est la principale destinataire sont ponctuellement organisées par la municipalité. « La quinzaine de la jeunesse » s'étend ainsi du 8 au 19 mars 1988.⁴⁰ Concernant les vacances, outre les traditionnelles colonies de vacances à destination des plus jeunes qui demeurent centrales au milieu des années 1980⁴¹, la mairie de Villejuif organise ainsi des « bourses aux projets vacances autonomes ». Il est proposé aux jeunes de réaliser leurs projets de vacances avec eux. L'octroi des financements par la municipalité tient compte non seulement de la faisabilité du projet de vacances mais aussi du caractère solidaire des aventures envisagées. Cette valorisation de la solidarité se donne également à voir dans l'organisation par le service municipal de la jeunesse de projets de coopération internationale. En 1986, des jeunes se rendent ainsi au Nicaragua pour aider à la construction d'une école. Le travail de réflexion organisé avec les jeunes villejuifois autour de ces voyages montre que le service municipal de la jeunesse ne se veut pas simplement un pourvoyeur de fonds et de services. Il tient à distiller les valeurs d'entraide et de solidarité dans chacune de ses actions. Cette volonté du service municipal de la jeunesse de ne pas devenir un simple guichet conduit à voir dans le contrat un mode de gestion de la jeunesse. « Soyez autonomes mais pas tous seuls » semble être le mot d'ordre de la municipalité communiste Villejuifoise à l'égard de la jeunesse. On trouve ici une vision assez infantilissante de la jeunesse qu'il convient de mettre en relation avec une tendance plus globale des politiques de la ville à reposer sur du « participatif contrôlé ». ⁴²

Néanmoins, ces politiques locales donnent à voir la foi placée dans la jeunesse. Cette dernière n'est pas seulement un problème, elle est également un atout pour la société et pour la commune en particulier. Cet investissement dans la jeunesse et ces politiques dispendieuses ne sont pas dénués de tout calcul politique. L'étude des archives internes et des publications du PCF villejuifois et val-de-marnais des années 1984 à 1988 montre combien le vote de la jeunesse est l'objet de convoitises de la part du PCF. Alors que le PCF tend à se détourner de son public traditionnel- la classe ouvrière-ce qui est perceptible notamment à travers la désouvriérisation des discours⁴³, on note dans le Val-de-Marne et notamment à Villejuif un intérêt nouveau pour la jeunesse. Peu présente dans les tracts du PCF à l'occasion des élections présidentielles 1981 et des élections municipales de 1983, les jeunes figurent en tête des priorités du PCF villejuifois à l'occasion des élections législatives de 1986. Des directives internes pressent les secrétaires de sections et les militants de ne pas oublier ce public. Dans un meeting organisé par le Mouvement des Jeunes Communistes destiné aux jeunes villejuifois, Jacques Perreux, secrétaire national du mouvement déclare : « Avec le vote communiste, ; votez pour vous ». ⁴⁴ Ce disant les dirigeants communistes s'octroient une fonction de représentation de la jeunesse jusque là assez peu présente.

Si la jeunesse trouble, inquiète et parfois désespère le PCF, elle est aussi une source d'espoir pour une organisation dont la base sociale traditionnelle est de plus en plus introuvable. Si la jeunesse n'est pas élevée au rang de classe sociale capable de remplacer une classe ouvrière moribonde, certains écrits communistes d'alors donnent à voir la jeunesse comme un groupe social capable d'initier des mutations à l'échelle de la société ou au moins de maintenir l'emprise du PCF sur la commune de Villejuif d'où toutes les attentions dont elle est l'objet.

Comprendre l'appréhension de la jeunesse par le PCF villejuifois -entre stigmatisation et éloge- implique une multiple contextualisation. Il s'agit de prendre en compte les caractéristiques de la

40 Rapport relatif au programme de la Quinzaine de la Jeunesse. 10W 139. Archives municipales de Villejuif.

41 Les *Nouvelles Val de Marne* couvrent largement les départs en colonie des petits villejuifois. *Bonjour les colos !* titre ainsi le journal en juillet 1984. cf. *Nouvelles Val de Marne*, 20 juillet 1984, n°80. 130J 181. Fonds de la fédération du PCF, ADVM

42 Avenel C., « La politique de la ville et ses destinataires. Une politique de gestion d'un sentiment d'abandon ? », *Informations sociales* 5/2007 (n° 141), p. 136-147

43 Mischi, J., op. Cit., p.74

44 *Nouvelles Val de Marne*, 31 janvier 1986, n°160, 130J 183. Fonds de la fédération du PCF. ADVM

jeunesse locale-largement touchée par le chômage et la précarité- mais ce sont bien les politiques nationales qui sont montrées du doigt pour expliquer ces situations. L'opposition aux gouvernements en place dans l'appréhension de la jeunesse se fait différenciée selon leurs couleurs politiques mais aussi selon les thématiques. La dénonciation communiste de la précarité juvénile s'appuie ainsi essentiellement sur la mise à l'index des contrats précaires mis en œuvre par le gouvernement Fabius, pour orchestrer la mobilisation de la jeunesse contre la précarité. La stigmatisation communiste de la jeunesse délinquante des années 1984-1986 est conforme aux représentations politico-médiatiques alors dominantes ; on note en revanche un revirement dans les discours communistes des années 1986-1988 qui se situent clairement dans l'opposition aux représentations d'une jeunesse délinquante par essence véhiculées par le gouvernement J. Chirac II et notamment par son ministre de l'intérieur Charles Pasqua.

Si certains discours et certaines pratiques communistes villejuifois conjoncturels et ou discontinus révèlent ou constituent des prises de positions à l'endroit des majorités gouvernementales, on trouve aussi dans les visions de la jeunesse et les politiques villejuifoisises mises en œuvre des logiques qu'il convient de relier à une « culture partisane »⁴⁵ communiste en mutation durant ces années d'alternance. Si l'investissement dans la culture et les loisirs constitue une constante du communisme municipal depuis des décennies, la priorité donnée aux luttes de la jeunesse durant les années d'alternance doit être mise en regard du détournement du PCF de son groupe social de référence, la classe ouvrière. Dans une période de déclin numérique des ouvriers, le PCF procède à un élargissement de son public-cible en y intégrant notamment d'autres groupes sociaux comme les Ingénieurs Techniciens et Cadres (ITC)⁴⁶. L'attention portée à la jeunesse semble procéder de la même logique de repeuplement de son groupe social de référence. Cette hypothèse gagnerait à être étayée par l'exploration de la place faite à la jeunesse dans une commune communiste encore largement dominée par le monde ouvrier au milieu des années 1980.

45 Par « culture partisane » nous entendons les « *cadres cognitifs et normatifs objectivés dans des règles et un langage* » cf. Sawicki, F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles » in Cefaï, D., *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp.191-212. p.,

46 Lavau G., Mouriaux R., « Le PCF : Quels alliés pour la classe ouvrière ? », in Lavau, G., Grunberg, G., Mayer, N. *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) , «Académique », 1983